

# Pap Ndiaye veut « l'éducation aux médias dans toutes les classes »

Le ministre de l'Éducation nationale annonce, à la veille de la semaine de la presse à l'école, son ambition de permettre au moins une fois par an, du CM1 à la terminale, des ateliers d'éducation aux médias et à l'information

Pap Ndiaye veut « l'éducation aux médias dans toutes les classes »  
Le ministre de l'Éducation nationale annonce, à la veille de la semaine de la presse à l'école, son ambition de permettre au moins une fois par an, du CM1 à la terminale, des ateliers d'éducation aux médias et à l'information

Quand j'étais collégien et lycéen, la question de l'éducation aux médias se posait d'une manière très simple : comment trouve-t-on les bonnes informations au CDI (centre de documentation et d'information)? Il fallait aller chercher l'information. Aujourd'hui, tout est différent. Les élèves ont affaire à une quantité considérable d'informations à chaque seconde. L'enjeu est radicalement différent puisqu'il s'agit de les trier dans cette masse extraordinaire. Avec des réseaux sociaux, où un gamin de 10ans peut avoir un avis « équivalent » à celui du plus grand savant sur tel ou tel sujet.

La question de leur accès ne se pose plus dans les termes de jadis. Il y a à la fois une éducation nécessaire au tri et à la hiérarchisation des informations. Certaines sont vraies, d'autres fausses. D'ailleurs, je préfère utiliser un très beau mot français pour caractériser les fake news : ce sont les « bobards ». On

est dans un monde où ils circulent à une très grande vitesse et rebondissent d'un réseau social à l'autre. Leur détection, leur hiérarchisation, la prudence aussi à l'égard des informations qu'ils recouvrent, c'est essentiel. Nous souhaitons que tous les élèves, du cycle 2 jusqu'à la terminale, puissent bénéficier d'une action d'éducation aux médias et à l'information au moins une fois par an. Elle sera obligatoire au collège et souhaitée au CM1, CM2 et au lycée. Il peut s'agir d'une visite d'un journaliste dans un établissement ou du déplacement d'une classe dans une rédaction. Nous donnerons une instruction en ce sens aux recteurs pour leur mise en œuvre. Actuellement, il est proposé à partir de la 4e. À la rentrée, ce sera dès la 6e. L'offre collective, dans laquelle nous engageons 51 millions d'euros et dont nous allons amplifier l'effort budgétaire, représente une enveloppe entre 600 et 900 euros par classe. Nous avons d'ailleurs été surpris par le décollage spectaculaire de ce dispositif. C'est un moyen très puissant de faire des sorties culturelles, d'aller dans les médias. L'enjeu est aussi dans la pratique, pas simplement le fait d'apprendre, mais aussi, pour les élèves, la possibilité de réaliser des choses.

Moi, je suis très frappé, par exemple quand je me déplace dans un collège, de voir des élèves qui ont préparé des questions et qui disposent d'un petit équipement technique, notamment de radio, pour m'interroger. Cette pratique favorise l'écriture à laquelle je suis attaché. Dans le travail journalistique, même en radio ou en télé, tout commence par l'écriture. Une mission flash portée par deux députés le recommande. Ce n'est pas notre point de vue. Je pense qu'il faut garder à l'éducation aux médias et à l'information sa dimension transversale, qu'elle ne soit donc pas limitée à une case horaire disciplinaire et qu'elle traverse l'ensemble des niveaux parce qu'elle touche plusieurs disciplines. À la fois l'histoire, la géographie, les lettres et même les langues.

Je suis d'accord pour qu'elle devienne une grande cause nationale. La décision n'est cependant pas du ressort du ministère de l'Éducation nationale mais de la Première ministre. Quant à la délégation interministérielle, je suis plus réservé. C'est rajouter une couche administrative supplémentaire avec une plus-value très limitée puisqu'elle ne concernerait tout au plus que deux



ministères et éventuellement trois.  
C'est-à-dire nous, la Culture bien  
entendu, et le ministère du  
Numérique pour certains aspects.  
« Je suis d'accord pour que  
l'éducation  
aux médias devienne une grande  
cause nationale » ■

